

ment par nos hommes d'affaires. Il faut continuer à combattre à la fois l'inflation et la récession, mais en s'attachant surtout à maintenir la croissance. Notre économie profitera du renforcement de celle de nos partenaires, mais il importe de ne pas trop attendre ni de trop compter sur les autres. Il faut continuer à appliquer la modération volontaire, avec le concours de tous les secteurs. Le gouvernement doit vraiment donner l'exemple à cet égard, mais il ne faut absolument pas de contrôles étatiques. Ces dernières mesures, nous les laissons aux conservateurs. Il faut que notre productivité et nos frais de main-d'œuvre demeurent compétitifs, ce qui va exiger une amélioration du processus de la négociation collective propre à réduire le nombre des grèves, des interruptions de travail et des coupures de service, surtout aux postes et dans les transports comme à Air Canada. Il faut maintenir la bonne harmonie entre tous les pouvoirs publics en ce qui concerne les effets sur les entreprises, surtout les industries extractives. Il faut stimuler et subventionner l'industrie du logement. Par-dessus tout, il faut que les gouvernements créent un environnement favorable aux entreprises canadiennes, tant pour l'activité intérieure que pour le commerce étranger.

● (2050)

Bien sûr, ce sont toutes des positions économiques, techniques et, pour fonctionner, elles doivent s'insérer dans le cadre d'une société stable, stable au travail et stable dans la collectivité générale.

Je crois qu'en présentant ce budget à l'été de 1975, le ministre des Finances (M. Turner) et le gouvernement libéral ont prouvé qu'ils étaient sur la bonne voie. Nous avons vu s'accélérer le rythme des budgets fédéraux ces dernières années, et il n'y a rien de mal à cela. Nos réactions doivent s'adapter à l'évolution plus rapide des événements.

Le ministre a déclaré que le gouvernement a décidé de créer le climat et de montrer l'exemple au pays pour résoudre les problèmes. Il s'est fixé des économies budgétaires d'un milliard de dollars pour montrer la voie dans la restriction. Il prend des mesures pour établir un contrôle plus strict de ses activités et programmes courants pour réduire leur croissance à long terme. Nous saluons cette initiative, cette courageuse décision politique. Toutefois, le gouvernement ne pouvait rien faire de moins et, suivant la réaction de l'économie, il ne devrait pas hésiter à faire davantage dans ce sens.

Il a aussi déclaré que des mesures sélectives seront également prises pour créer des emplois, aider le logement, encourager l'investissement des entreprises, mais sans augmenter la poussée expansionniste générale des politiques gouvernementales. Il est sur la bonne voie ici encore pourvu que cela signifie avoir recours autant que possible à la libre entreprise et non accroître l'expansion et la participation du gouvernement.

Les économies de 1 milliard de dollars réalisées sur les dépenses gouvernementales—et davantage ultérieurement, au besoin, nous l'espérons—doivent être des économies absolues, non des économies transférées en douce à d'autres secteurs de dépenses gouvernementales, et non dans le cadre d'un budget total plus important. Il doit y avoir de vraies et sévères restrictions des dépenses gouvernementales. Le ministre a désigné quatre secteurs où ces économies seront réalisables.

Premièrement, il y aura des réductions de près de 1 milliard de dollars dans les domaines non statutaires. Tout en protégeant la propriété et le contrôle canadiens des

Budget—M. Philbrook

secteurs vitaux—comme celui des ressources naturelles, où Petro-Canada nous aidera—et tout en aidant à édifier notre économie à long terme grâce aux ministères de l'Industrie et du Commerce et des Affaires extérieures, nous pouvons faire plus pour une dépense moindre en augmentant la souplesse du rôle du gouvernement et en demandant aux entreprises canadiennes: «Comment, à votre avis, devrions-nous vous aider?» Nous pouvons faire des coupures dans nos frais d'immobilisation, ce qui est sage, et nous assurer de la gestion efficace de nos frais d'exploitation. Le ministre a pris un bon départ ici en réduisant les honoraires et les frais de déplacement des experts-conseils.

Deuxièmement, et c'est d'une importance égale pour les gens avec qui je discute, la croissance de la Fonction publique sera contrôlée. Le budget total des traitements sera réduit de 1 p. 100 l'an prochain. En fait, la croissance des traitements et du nombre de fonctionnaires ne devrait pas dépasser l'augmentation annuelle du produit national brut, il serait même préférable qu'elle lui soit inférieure. Aucun groupe de travailleurs, celui des fonctionnaires pas plus qu'un autre, ne devrait subir d'injustices, ni bénéficier de mesures de faveur. Le public estime que, si les traitements et les avantages reçus dans la Fonction publique doivent supporter la comparaison avec ceux du secteur privé, le rendement le doit également. Les gens disent tout simplement: «Qu'ils s'adaptent ou qu'ils partent.» Traditionnellement, la sécurité de l'emploi attirait dans la Fonction publique, et non l'argent. Le gouvernement ne pouvait pas et ne voulait pas remercier ses employés, pas même ceux qui ne lui donnaient pas satisfaction, mais on ne peut pas tout avoir. Les Canadiens désirent une Fonction publique énergique, dynamique, adaptée à notre époque. C'est, je crois, ce que désire également le gouvernement libéral.

Troisièmement, il y a les réductions des dépenses d'assurance-hospitalisation et de soins médicaux; c'est un domaine que ma qualité de médecin me permet de bien connaître. Ces dépenses ont augmenté de façon exorbitante, au point que le rendement de notre investissement a diminué. Il est triste et ironique à la fois de le constater, alors que les Canadiens sont parmi des gens qui se portent le mieux et sont le mieux soignés au monde.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) a présenté, au nom du gouvernement, dans une brochure intitulée «Nouvelle perspective de la santé des Canadiens» une nouvelle optique des problèmes de santé, à la fois valable, inévitable, positive et moins onéreuse. Elle se fonde sur la valeur physique et sur un style de vie sain. Cependant, la pratique traditionnelle qui consiste à traiter la maladie après coup, avec un personnel professionnel et dans des établissements hospitaliers, demeure sans changement, or elle est particulièrement onéreuse. Le public et les provinces doivent réagir devant ces nouvelles initiatives, si l'on veut exercer un contrôle sur les dépenses dans ce domaine. L'imposition d'un plafond au budget des dépenses est une mesure dure, mais qui s'imposait absolument.

Quatrièmement, et finalement, le public a exigé une plus grande rigueur dans le versement des allocations de chômage. Il veut éliminer les abus par de nouveaux règlements, tout en donnant à ceux qui la méritent vraiment l'aide dont ils ont besoin. Une société et un gouvernement conscients de leurs responsabilités ne peuvent faire moins pour sauver à la fois l'économie et la fibre morale de la société.